

RAPPORT (1997) DE L'ORGANE DE SUPERVISION DES TEXTILES

1. Ce rapport est présenté par l'Organe de supervision des textiles (OSpT) conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 15 novembre 1995, relative aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105). Il porte sur la période allant du 2 octobre 1996 au 12 novembre 1997. Pendant cette période, l'OSpT a tenu 19 réunions. Les rapports de ces réunions figurent dans les documents G/TMB/R/19 à 37.¹

2. Conformément à l'article 8:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), l'OSpT a adopté, le 24 juillet 1997, un rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape du processus d'intégration (G/L/179). Ce rapport, présenté au Conseil du commerce des marchandises afin de l'aider dans son examen majeur de la mise en oeuvre de l'ATV, traite de manière détaillée de la plupart des notifications examinées ou des questions abordées par l'OSpT pendant la période considérée.

3. Le présent rapport n'entre pas dans le détail des activités de l'OSpT pendant la période considérée mais constitue plutôt un inventaire des travaux menés par cet organe.

Notifications au titre de l'article 2:1 de l'ATV: Restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui sont maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF, en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'ATV

4. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les notifications additionnelles communiquées au titre de cette disposition par le Canada et les Etats-Unis à la suite de l'accession de la Bulgarie à l'OMC (G/TMB/R/24 et 26) et par les Etats-Unis à la suite de leur décision de consentir à l'application, entre eux et la Roumanie, de l'Accord sur l'OMC et des Accords commerciaux multilatéraux figurant aux annexes 1 et 2 (G/TMB/R/30).

Notifications au titre de l'article 2:6 et 2:7 b) de l'ATV: Première étape de l'intégration dans le cadre du GATT de 1994 des produits visés par l'ATV, par les Membres qui ont, en vertu de l'article 6:1, conservé le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6

5. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les notifications présentées par l'Afrique du Sud (G/TMB/R/22), l'Egypte (G/TMB/R/19) et le Liechtenstein (G/TMB/R/22). Il est également revenu sur son examen des notifications présentées par Israël (G/TMB/R/21) et Saint-Kitts-et-Nevis (G/TMB/R/23).

Notifications au titre des articles 2:8 a) et 2:11 de l'ATV: Deuxième étape de l'intégration dans le cadre du GATT de 1994 des produits visés par l'ATV

6. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les notifications présentées conformément à l'article 2:8 a) et 2:11 par la Bolivie, la Communauté européenne, le Costa Rica, l'Egypte, les Etats-Unis,

¹Le rapport de la trente-septième réunion sera distribué lorsqu'il sera adopté par l'OSpT.

l'Inde, le Japon, la Malaisie, Malte, Maurice, le Pérou, les Philippines, la République tchèque, la Roumanie, Sri Lanka et le Venezuela (G/TMB/R/30), la Norvège et le Pakistan (G/TMB/R/31), le Canada (G/TMB/R/32), le Maroc (G/TMB/R/33), l'Argentine, la Tunisie et l'Uruguay (G/TMB/R/35), la Colombie, El Salvador, la République slovaque et la Suisse (G/TMB/R/37). Par la suite, l'OSpT a pris note des corrections apportées par la Norvège à la deuxième étape de son programme d'intégration et du fait que le volume des importations des produits intégrés par le Pakistan et les Philippines pour la deuxième étape de l'intégration, comme il l'avait noté précédemment, demeurait inchangé (G/TMB/R/36).

7. L'OSpT a commencé son examen, au titre de l'article 2:21, des programmes d'intégration notifiés conformément à l'article 2:8 a) et 2:11 par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Corée, le Guatemala, la Hongrie, l'Indonésie, le Liechtenstein, le Mexique, le Nicaragua, la Pologne, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, la Slovénie, la Thaïlande et la Turquie, et a décidé de revenir sur cet examen à une réunion ultérieure, une fois que des renseignements ou des éclaircissements supplémentaires auront été communiqués par les pays en question. Entre-temps, en application de l'article 2:11, l'OSpT a distribué ces notifications aux Membres de l'OMC.

Notification au titre de l'article 2:8 b), 2:10 et 2:11 de l'ATV: Intégration anticipée des produits visés par l'ATV

8. L'OSpT a commencé à examiner, au titre de l'article 2:21, le programme d'intégration notifié par la Turquie conformément à l'article 2:8 b), 2:10 et 2:11 et, désirant obtenir des éclaircissements supplémentaires, a décidé de revenir sur cet examen à une réunion ultérieure (G/TMB/R/30).

Notifications au titre de l'article 2:6, 2:7 a) et b), 2:8 a) et 2:11 de l'ATV: Communications adressées par les Membres en réponse aux questions posées par l'OSpT

9. L'OSpT a pris note des communications adressées par l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Canada, la Colombie, la Norvège, le Pakistan, les Philippines, la Pologne (étape 1), la République tchèque, la Suisse, la Turquie et l'Uruguay en réponse aux questions qu'il avait posées pour vérifier si les statistiques fournies à propos de l'intégration pour la première et/ou la deuxième étape portaient bien, le cas échéant, sur les parties de lignes du SH qui sont visées par l'ATV et non sur la totalité des produits relevant des positions à six chiffres du SH correspondantes (G/TMB/R/32, 35, 36 et 37). L'OSpT a commencé son examen des réponses fournies par Chypre, la Corée, la Hongrie, le Japon, le Liechtenstein, la Pologne (étape 2), la République dominicaine, la Slovénie, Sri Lanka et la Thaïlande et a décidé de revenir sur l'examen de ces communications à une réunion ultérieure (G/TMB/R/32, 35 et 37).

Notification au titre de l'article 2:15 de l'ATV: Elimination des restrictions maintenues au titre de l'article 2

10. L'OSpT a examiné la notification présentée par la Norvège au titre de l'article 2:15, concernant l'élimination en deux étapes de la plupart des restrictions restantes maintenues au titre de l'ATV à l'égard des Membres de l'OMC. L'OSpT a félicité la Norvège pour son élimination rapide de la plupart des restrictions qu'elle maintenait au titre de cet accord (G/TMB/R/36).

Notifications au titre de l'article 2:17 de l'ATV: Dispositions administratives

11. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les dispositions administratives convenues entre la Communauté européenne et l'Argentine, la Corée, Hong Kong², l'Inde, l'Indonésie, Macao, la Malaisie, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, Singapour, Sri Lanka et la Thaïlande, respectivement (G/TMB/R/22, 24, et paragraphes 11 à 17 du document G/TMB/R/30). Il a également examiné les notifications présentées par les Etats-Unis relatives aux dispositions administratives convenues entre eux et le Bangladesh, le Brésil, la Colombie, la Corée, le Costa Rica, l'Egypte, les Emirats arabes unis, Fidji, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, Macao, la Malaisie, Maurice, le Pakistan, les Philippines, la Pologne, le Qatar, la République dominicaine, la Roumanie, Sri Lanka, la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay, respectivement (G/TMB/R/26, 27, 30, et paragraphes 6 à 23 du document G/TMB/R/31). Par la suite, l'OSpT a pris note d'une communication du Guatemala relative aux éclaircissements qu'il avait souhaité recevoir du Guatemala ainsi que des Etats-Unis au sujet des dispositions administratives convenues entre ces deux pays et notifiées par les Etats-Unis au titre de l'article 2:17 (G/TMB/R/35, paragraphe 15).

Notifications au titre des articles 2:17 et 5 de l'ATV

12. L'OSpT a commencé l'examen des notifications présentées par le Pakistan au titre de l'article 2:17 et par les Etats-Unis au titre de l'article 5, relatives à un accord mutuellement satisfaisant auquel ces deux Membres étaient parvenus à la suite de consultations.³ Souhaitant recevoir des renseignements et des précisions supplémentaires de la part de ces deux pays, l'OSpT a décidé de revenir sur cet examen à une réunion ultérieure (G/TMB/R/35).

Communications au titre de l'article 2:21 de l'ATV

13. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, une communication adressée par la Colombie, au nom également de plusieurs autres Membres de l'OMC qui sont membres du Bureau international des textiles et des vêtements (BITV), concernant des aspects particuliers de la mise en oeuvre par les Membres de l'OMC du programme d'intégration dans le cadre de l'ATV (G/TMB/N/211, G/TMB/N/212, G/TMB/R/21 et 22).

14. L'OSpT a examiné une autre notification de la Colombie, présentée également au nom de plusieurs Membres de l'OMC qui sont aussi membres du BITV, conformément à l'article 2:21, dans laquelle celle-ci faisait état de certaines anomalies dans le programme d'intégration notifié par la Communauté européenne au titre de l'article 2:6 de l'ATV et demandait à l'OSpT d'examiner cette question au regard de l'article 2:21 (G/TMB/R/27, 28, et paragraphes 5 à 42 du document G/TMB/R/29). Dans ce contexte, l'OSpT a également examiné la déclaration du représentant de la CE selon laquelle plusieurs autres Membres de l'OMC avaient inclus, dans la liste de produits à intégrer au cours de la première et/ou de la deuxième étape de mise en oeuvre de l'ATV, des produits relevant des lignes du SH reprises dans l'annexe dont une partie seulement entraînait dans le champ d'application de l'ATV (G/TMB/R/29, paragraphes 43 à 45).

15. L'OSpT a repris l'examen du problème systémique mentionné au paragraphe 14 ci-dessus, et est parvenu à la conclusion que tous les Membres qui avaient notifié des programmes d'intégration pouvaient en principe être touchés par un problème technique résultant essentiellement de l'absence de données statistiques correspondant exactement aux désignations des produits figurant dans l'annexe de l'ATV, qu'ils aient ou non inclus des produits relevant de "positions ex du SH" dans leurs

²Le nom de ce Membre est "Hong Kong, Chine" depuis le 1er juillet 1997 - voir le document WT/L/218.

³Voir G/TMB/R/11, paragraphe 12.

programmes d'intégration respectifs pour l'étape 1 et/ou l'étape 2. L'OSpT a donc décidé de demander à tous les Membres qui avaient présenté des programmes d'intégration, y compris ceux qui n'avaient pas encore inclus dans leur programme des "positions ex du SH", de vérifier si les données statistiques utilisées pour calculer le volume total de leurs importations en 1990 des produits visés à l'annexe portaient sur tous les produits relevant des lignes du SH correspondantes ou seulement sur la partie des lignes visée par l'ATV. L'OSpT a demandé aux Membres de lui rendre compte des résultats de cette vérification (G/TMB/R/34, paragraphe 7).

16. En outre, l'OSpT a reçu une notification de la Communauté européenne soulignant la nécessité d'appliquer l'égalité de traitement en ce qui concerne la question systémique décrite ci-dessus. Compte tenu des observations faites par l'OSpT dans son rapport général au Conseil du commerce des marchandises sur cette question systémique et de l'action constante de l'OSpT à l'égard des Membres ayant inclus des "positions ex du SH" dans leurs programmes d'intégration, la Communauté européenne n'a pas insisté pour qu'un examen formel de cette notification soit effectué comme l'OSpT l'avait prévu, mais a réservé ses droits en ce qui concerne sa notification.

Notifications au titre de l'article 3:1 de l'ATV

17. L'OSpT a pris note d'une notification présentée par le Maroc au titre de l'article 3:1, après avoir demandé des éclaircissements à ce pays (G/TMB/R/22). Il a également pris note d'une notification additionnelle présentée au titre de l'article 3:1 par la Communauté européenne à la suite de l'accession de la Bulgarie à l'OMC (G/TMB/R/24).

18. En outre, l'OSpT a achevé l'examen des notifications présentées au titre de l'article 3:1 par le Mexique et la Thaïlande (G/TMB/R/30, paragraphes 18 et 19).

Notifications au titre de l'article 6:1 de l'ATV

19. L'OSpT a pris note des notifications présentées par le Brunéi Darussalam et l'Islande, dans lesquelles ces pays indiquaient qu'ils ne souhaitent pas conserver le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 (G/TMB/R/21). Il a également pris note des notifications présentées par le Burkina Faso, le Liechtenstein, Saint-Kitts-et-Nevis et les Emirats arabes unis, dans lesquelles ces pays indiquaient qu'ils souhaitent conserver le droit d'utiliser les dispositions de l'article 6 (G/TMB/R/19, 21, 23 et 27, respectivement).

Notifications au titre de l'article 6:9 de l'ATV

20. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 6:9, les notifications présentées par les Etats-Unis et El Salvador concernant une mesure de limitation convenue entre les deux Membres pour les importations de jupes de coton et de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 342/642 des Etats-Unis) en provenance d'El Salvador. Sur la base de considérations exposées en détail dans le rapport de la réunion, l'OSpT a conclu que cette mesure de limitation convenue entre les Etats-Unis et El Salvador était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV (G/TMB/R/19).⁴ Par la suite, l'OSpT a examiné une communication adressée par El Salvador au sujet de cet examen, dans laquelle El Salvador, entre autres choses, demandait instamment à l'OSpT à être invité à présenter ses observations sur cette question, "afin qu'il en soit tenu compte si ce dernier décidait de formuler des recommandations ou des observations". Etant donné qu'il avait déjà examiné cette mesure de limitation convenue, l'OSpT a décidé de demander des éclaircissements à El Salvador concernant cette communication (G/TMB/R/22, paragraphe 12). Aucune autre communication n'a été reçue d'El Salvador au sujet de cette question.

⁴Le résultat de l'examen de l'OSpT, sous forme résumée, figure en annexe.

Notifications au titre de l'article 6:11 de l'ATV: Mesures de sauvegarde transitoires soumises à l'OSpT

21. L'OSpT a examiné les notifications présentées par le Brésil au sujet d'une mesure de sauvegarde qu'il avait appliquée à titre provisoire, conformément à l'article 6:11 de l'ATV, aux importations des produits de la catégorie 618 (tissus de filaments artificiels) en provenance de Hong Kong (G/TMB/R/20, paragraphes 4 à 26), ainsi que d'une mesure de sauvegarde appliquée à titre provisoire par le Brésil, conformément à l'article 6:11 de l'ATV, aux importations des produits de la catégorie 838 (chemises d'autres matières textiles, en bonneterie, pour hommes et garçons) en provenance de Hong Kong⁵ (G/TMB/R/20, paragraphes 27 à 35).⁶

22. L'OSpT a examiné les notifications présentées par le Brésil et la Corée au sujet de mesures de limitation convenues entre les deux Membres, conformément à l'article 6:11 de l'ATV, concernant les importations de produits de fibres synthétiques ou artificielles des catégories 611, 618, 619, 620 et 627 en provenance de la Corée⁷ (G/TMB/R/22, paragraphes 7 et 8, G/TMB/R/23, paragraphe 8 et G/TMB/R/27, paragraphes 8 à 37).

Notifications au titre de l'article 7 de l'ATV

23. Dans le cadre de la préparation du rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape devant être transmis au Conseil du commerce des marchandises dans le cadre de l'examen majeur prévu à l'article 8:11 de l'ATV, l'OSpT a également adressé, en février et avril 1997, une demande de renseignements aux Membres de l'OMC, leur rappelant certaines obligations de notification contenues dans l'ATV (G/TMB/11). Certaines des réponses reçues portaient sur la mise en oeuvre de l'article 7 de l'ATV. L'OSpT a reçu et examiné les réponses de la Colombie, de la Communauté européenne, de l'Egypte, de l'Inde, de Maurice, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Pérou (G/TMB/R/31 à 34).

24. L'OSpT a pris note de la communication qui lui avait été adressée par les Etats-Unis conformément à l'article 7:2 de l'ATV, selon laquelle ceux-ci avaient demandé à l'Organe de règlement des différends d'établir un groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles* (G/TMB/R/35).

Notifications au titre des articles 8:5 et 4:2 de l'ATV

25. L'OSpT a pris note d'une communication des Philippines dans laquelle ce pays demandait, compte tenu de l'existence d'une solution mutuellement convenue avec les Etats-Unis, que la question qu'il avait soulevée au titre des articles 8:5 et 4:2, au sujet des modifications apportées aux règles d'origine des Etats-Unis, soit retirée de l'ordre du jour de l'OSpT, et ce sans préjudice des droits des Philippines découlant des dispositions de l'ATV, en particulier l'article 8 (G/TMB/R/26, paragraphe 7).

⁵Voir aussi le paragraphe 28.

⁶Le résultat des examens de l'OSpT, sous forme résumée, figure en annexe.

⁷Le résultat des examens de l'OSpT, sous forme résumée, figure en annexe.

Notification au titre de l'article 8:6 de l'ATV

26. L'OSpT a examiné une notification de la Corée, dans laquelle ce pays lui demandait de procéder, conformément à l'article 8:6, à un examen des mesures de sauvegarde appliquées par l'Equateur, sur la base des dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements, aux importations de plusieurs textiles et vêtements en provenance de la Corée et de Hong Kong (G/TMB/R/21, 22, et paragraphes 9 à 18 du document G/TMB/R/23). Par la suite, l'OSpT a pris note d'une communication adressée par l'Equateur selon laquelle les mesures appliquées aux importations de textiles, qu'il avait examinées à la demande de la Corée, avaient été levées le 9 février 1997 (G/TMB/R/30).

Notification au titre de l'article 8:6, 8:7 et 8:8 de l'ATV

27. L'OSpT a examiné une communication du Honduras au titre de l'article 8:6 et 8:7 dans laquelle ce pays lui demandait d'examiner à sa prochaine réunion le bien-fondé du maintien par les Etats-Unis d'une mesure de limitation des exportations honduriennes relevant de la catégorie 435 (manteaux et vestes de laine pour femmes et fillettes) et de formuler une recommandation à ce sujet. Le Honduras citait également l'article 8:8, qui dispose que "chaque fois que l'OSpT sera appelé à formuler des recommandations ou des constatations, il le fera de préférence dans un délai de 30 jours, sauf indication contraire dans le présent Accord" (G/TMB/R/28, paragraphes 5 à 17). A sa trente-deuxième réunion, l'OSpT est revenu, comme convenu, sur la question soulevée par le Honduras. Il a pris note d'une communication des Etats-Unis et a exprimé le souhait que ce pays annule la mesure de limitation dès que possible, et lui communique la date en question le 10 juillet 1997 au plus tard (G/TMB/R/31, paragraphes 24 à 26). A sa trente-quatrième réunion, l'OSpT est revenu, comme convenu, sur cette question et a pris note des communications du Honduras et des Etats-Unis (G/TMB/R/33, paragraphes 8 à 11). A sa trente-cinquième réunion, l'OSpT, poursuivant l'examen de cette question comme convenu à une réunion antérieure, a pris note d'une nouvelle communication des Etats-Unis et d'une déclaration faite par le Honduras (G/TMB/R/34, paragraphes 4 à 6). Par la suite, les Etats-Unis ont fait savoir à l'OSpT que, conformément à une communication antérieure adressée à cet organe, ils avaient annulé, le 30 septembre 1997, la mesure de limitation visant les importations de produits de la catégorie EU 435 en provenance du Honduras (G/TMB/R/36, paragraphe 14).

Notification au titre de l'article 8:9 de l'ATV

28. L'OSpT a pris note d'une communication adressée par le Brésil selon laquelle "conformément au paragraphe 9 de l'article 8 de l'Accord, le gouvernement brésilien s'efforcera d'accepter dans leur intégralité les recommandations de l'OSpT concernant les sauvegardes transitoires appliquées aux importations de produits des catégories 618 (tissus de filaments artificiels) et 838 (chemises d'autres matières textiles, en bonneterie, pour hommes et garçonnets) en provenance de Hong Kong, reproduites dans le document G/TMB/9". Le gouvernement brésilien "réservait également ses droits au titre du paragraphe 12 de l'article 6 de l'Accord concernant ces recommandations" (G/TMB/R/22, paragraphe 11). Par la suite, l'OSpT a pris note d'une autre communication du Brésil dans laquelle ce pays faisait savoir qu'il avait décidé, à compter du 6 janvier 1997, de lever la mesure de sauvegarde provisoire qu'il appliquait aux importations de produits textiles en provenance de Hong Kong relevant de la catégorie 838 (G/TMB/R/24, paragraphe 9).

Notification au titre de l'article 8:10 de l'ATV

29. L'OSpT a examiné une communication de Hong Kong au titre de l'article 8:10, au sujet de la mesure de sauvegarde appliquée par le Brésil, conformément à l'article 6:11 de l'ATV, aux

importations des produits de la catégorie 618 (tissus de filaments artificiels) en provenance de Hong Kong⁸, dans laquelle Hong Kong indiquait qu'elle n'était pas en mesure d'accepter la recommandation de l'OSpT, selon laquelle la mesure devait être levée par le Brésil au plus tard le 31 décembre 1997 (G/TMB/R/26, paragraphes 8 à 30).⁹

Discussion sur les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés par l'Organe de règlement des différends

30. L'OSpT a engagé un débat général sur les rapports des groupes spéciaux intitulés "Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles en provenance du Costa Rica" et "Etats-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde", et sur les rapports respectifs de l'Organe d'appel qui ont suivi. L'OSpT est convenu de reprendre ce débat à une réunion ultérieure (G/TMB/R/33, paragraphe 14).

Rapport général au titre de l'article 8:11 de l'ATV

31. A plusieurs de ses réunions, l'OSpT a traité, entre autres points, de la préparation et de l'adoption de son rapport général au Conseil du commerce des marchandises sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant sa première étape, conformément à l'article 8:11 de l'ATV (G/TMB/R/19, 21, 22, 26, 30, 31, 32, 33 et 34). Dans ce contexte, il a décidé d'envoyer aux Membres de l'OMC une demande de renseignements concernant la mise en oeuvre des prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 7:2 de l'ATV, ainsi que de certaines autres dispositions de cet accord (G/TMB/R/23). A la demande de l'OSpT, le Secrétariat de l'OMC a communiqué aux Membres des renseignements statistiques de base concernant le commerce des textiles et des vêtements, en temps voulu pour l'examen majeur devant être effectué par le Conseil du commerce des marchandises, conformément à l'article 8:11 (G/L/184). L'OSpT a également décidé d'envoyer aux Membres de l'OMC, au début du mois d'avril 1997, une note leur rappelant la demande de renseignements qu'il leur avait adressée le 14 février 1997 (G/TMB/R/26).

Procédures de travail

32. L'OSpT a pris note de la décision que l'Organe de règlement des différends a prise le 3 décembre 1996 d'adopter les Règles de conduite relatives au Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (G/TMB/R/22).

Composition de l'OSpT

33. La composition de l'OSpT pendant la période considérée figure au paragraphe 2 des documents G/TMB/R/21, 23, 24, 25, 29, 32, 33, 35, 36 et 37.

⁸Voir aussi les paragraphes 21 et 28.

⁹Le résultat de l'examen de l'OSpT, sous forme résumée, figure en annexe.

ANNEXE

Extraits de l'examen, effectué par l'OSpT, des notifications reçues conformément aux articles 6:9, 6:11 et 8:10 de l'ATV

Notification au titre de l'article 6:9 de l'ATV

Etats-Unis/El Salvador: Importations de jupes de coton et de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 342/642 des Etats-Unis)

L'OSpT, tout en examinant les renseignements spécifiques et les renseignements factuels pertinents (exposés sur le marché) communiqués par les Etats-Unis à El Salvador au cours des consultations bilatérales, a observé que les Etats-Unis avaient déployé des efforts considérables pour que les données correspondent aussi étroitement que possible aux prescriptions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6.

L'OSpT a noté que le volume des importations aux Etats-Unis de produits de la catégorie 342/642 de toutes provenances avait augmenté en 1993 et 1994 et avait continué de s'accroître en 1995. Cette évolution s'était produite dans le contexte d'un produit assujéti à des restrictions quantitatives pour un grand nombre de pays, y compris certains petits fournisseurs de cette catégorie.

L'OSpT a observé que certaines variables économiques, comme la baisse de la production nationale des Etats-Unis, la diminution de la part du marché des Etats-Unis détenue par les fabricants nationaux, qui est tombée à un niveau relativement bas, le recul de l'emploi, en particulier en 1994 et 1995, et la pression exercée sur les prix intérieurs par les prix des importations, indiquaient que la branche de production des Etats-Unis produisant des jupes de coton et de fibres synthétiques ou artificielles connaissait des problèmes du fait de l'accroissement des importations. Par contre, certaines autres variables économiques, en particulier l'évolution des salaires moyens par ouvrier, pouvaient donner une idée différente. Pour ce qui est de certaines autres variables, l'OSpT a noté que les exportations restaient faibles et diminuaient; la productivité était restée stable malgré des réductions de l'emploi. Les données relatives à certains éléments, communiquées à un degré plus élevé d'agrégation au niveau de la branche de production, comme par exemple les profits, les investissements, les stocks et l'utilisation des capacités, ne pouvaient pas donner une base de jugement suffisante. L'OSpT a conclu que, compte tenu des éléments susmentionnés, les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 étaient observées sur le marché des Etats-Unis concernant les jupes de coton et de fibres synthétiques ou artificielles.

L'OSpT a observé en outre que les observations de produits de la catégorie 342/642 aux Etats-Unis en provenance d'El Salvador avaient augmenté notablement, en particulier en 1995. Cette évolution s'était produite dans le contexte d'un accroissement des importations de plusieurs autres provenances, soumises à limitation ou non, dont la part dans les importations globales était supérieure à celle d'El Salvador. Toutefois, le prix des exportations d'El Salvador était, en moyenne, substantiellement inférieur au prix intérieur moyen des Etats-Unis et, à une exception près, inférieur aux prix moyens des importations en provenance des pays dont la part dans les importations était plus élevée. L'OSpT a donc considéré que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à l'accroissement des importations en provenance d'El Salvador.

L'OSpT a noté que le niveau total de la limitation convenue, ainsi que la part de la limitation qu'El Salvador pouvait obtenir sans condition (c'est-à-dire le plafond spécifique), étaient substantiellement supérieurs au niveau de référence. Il a observé qu'aucun coefficient de croissance n'était prévu pour le niveau d'accès garanti. Toutefois, compte tenu également des indications données par le gouvernement

des Etats-Unis selon lesquelles les niveaux d'accès garantis pouvaient être relevés sur demande, l'OSpT croit comprendre, et c'est ce qu'il recommande, que le niveau d'accès garanti sera relevé d'au moins 6 pour cent par an.

Sur la base des considérations susmentionnées, l'OSpT a conclu que cette mesure de limitation convenue entre les Etats-Unis et El Salvador était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Brésil/Hong Kong: Importations de tissus de filaments artificiels (catégorie 618)

Notification présentée par le Brésil au titre de l'article 6:11 de l'ATV

La branche de production brésilienne montrait des symptômes quelque peu contradictoires et l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs économiques et leur interrelation possible pouvaient conduire à des interprétations divergentes. Le léger accroissement de la production, l'amélioration de la productivité, l'augmentation des exportations et la hausse des salaires pouvaient permettre de donner une interprétation selon laquelle la branche de production avait déjà obtenu des résultats relativement positifs pour ce qui est de sa restructuration et de son ajustement aux nouvelles conditions de concurrence. L'évolution concernant l'emploi, le nombre d'entreprises, l'utilisation des capacités, les profits et les investissements pouvait donner à penser le contraire. Les données indiquaient clairement que la branche de production n'avait pas été en mesure de tirer parti de l'accroissement substantiel du marché intérieur. La fermeté de la demande intérieure pouvait être attribuée en partie à la mise en oeuvre du programme de stabilisation économique, et en particulier à la libéralisation des importations entreprise par le Brésil au cours de ces dix dernières années. Des efforts d'ajustement avaient été faits, mais n'avaient pas permis à la branche de production brésilienne de concurrencer avec succès les importations, compte tenu en particulier des niveaux des prix sur le marché brésilien. L'OSpT a estimé que, dans ces circonstances, la branche de production brésilienne produisant, entre autres choses, des tissus de filaments artificiels subissait un préjudice grave.

Sur la base des données fournies par le Brésil, il était difficile d'évaluer la mesure dans laquelle ce préjudice pouvait être attribué spécifiquement aux difficultés rencontrées par les producteurs des produits de la catégorie 618. L'OSpT, tout en admettant que l'existence d'un préjudice grave causé à la branche de production des produits de la catégorie 618 pouvait être démontrée, s'est inquiété de ce que, en ce qui concerne certaines variables, il devait se fonder sur des arguments par déduction, faute de données suffisamment spécifiques concernant la catégorie elle-même.

L'OSpT a donc dû examiner si ce préjudice grave pouvait être attribué aux importations en provenance de Hong Kong, conformément au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Ce faisant, l'OSpT, conscient du fait que, conformément à ce paragraphe, "aucun de ces facteurs, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante", a noté ce qui suit:

- les importations en provenance de Hong Kong avaient connu un accroissement substantiel entre 1994 et 1995;
- cet accroissement des importations en provenance de Hong Kong s'était produit dans le contexte d'un accroissement encore plus grand des importations de toutes provenances;
- la part des importations en provenance de Hong Kong dans la consommation brésilienne apparente de produits de la catégorie 618 avait augmenté de 1994 à 1995;

- le prix moyen à l'importation pour Hong Kong était inférieur aux prix intérieurs pour les produits à un stade comparable de la transaction commerciale. A cet égard, l'OSpT a examiné l'argument selon lequel les produits importés de Hong Kong étaient destinés à un segment du marché différent de celui auquel étaient destinés les produits nationaux, mais, faute des renseignements techniques nécessaires, il n'a pas pu arriver à une conclusion à ce sujet.

Ces éléments ont permis à l'OSpT de conclure que le préjudice grave subi par la branche de production brésilienne pouvait être attribué en partie aux importations en provenance de Hong Kong conformément au paragraphe 4 de l'article 6.

L'OSpT a noté que le Brésil avait invoqué les dispositions du paragraphe 11 de l'article 6 et avait appliqué la limitation à titre provisoire, car il avait considéré que sa branche de production connaissait "des circonstances tout à fait inhabituelles et critiques où un retard entraînerait un dommage difficilement réparable". Il a pris note des renseignements limités fournis par le Brésil à Hong Kong sur cette question, et des renseignements fournis par ce pays à l'OSpT, selon lesquels un nouvel accroissement des importations était imminent, étant donné la quantité de licences d'importation délivrées, ainsi que la quantité de marchandises qui pouvaient être importées au Brésil à brève échéance en provenance des entrepôts douaniers brésiliens. L'OSpT a noté que ces attentes ne s'étaient pas concrétisées.

L'OSpT a estimé que, dans les cas où les dispositions du paragraphe 11 de l'article 6 étaient invoquées, ce qui était attendu était que les éléments visés aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 indiqueraient de manière aussi claire que possible le caractère tout à fait inhabituel et critique des circonstances. L'OSpT a également estimé que, si ces circonstances n'étaient pas réunies, toute mesure prise au titre de l'article 6 devait être précédée de consultations entre les parties.

L'OSpT a observé que, conformément au paragraphe 11 de l'article 6, il devait procéder dans les moindres délais à l'examen de la question et adresser des recommandations appropriées aux Membres concernés. A cet égard, l'OSpT a noté qu'il était arrivé aux conclusions selon lesquelles:

- a) l'existence d'un préjudice grave pour la branche de production des produits de la catégorie 618, causé par un accroissement en quantité des importations totales de ces produits, pouvait être démontrée;
- b) le préjudice grave subi par la branche de production brésilienne pouvait être attribué en partie aux importations en provenance de Hong Kong conformément au paragraphe 4 de l'article 6.

L'OSpT a observé, toutefois, que des éléments indiquaient que la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 618 avait déjà entrepris une restructuration et un ajustement importants. Compte tenu de cette observation, l'OSpT a considéré qu'un délai plus court que le délai maximal prévu au paragraphe 12 a) de l'article 6 devrait permettre à la branche de production du Brésil de mener à bien son ajustement pour s'adapter au changement de l'environnement concurrentiel. L'OSpT a donc recommandé que la mesure prise par le Brésil contre les importations en provenance de Hong Kong de produits de la catégorie 618 soit levée au plus tard le 31 décembre 1997.

Notification présentée par Hong Kong au titre de l'article 8:10 de l'ATV

Comme il ressort de ses observations, qui sont notamment reproduites dans les paragraphes 17, 20, 22, 23 et 25 [du document G/TMB/R/26], l'OSpT a reconnu le bien-fondé du principal argument présenté par Hong Kong selon lequel une détermination de l'existence d'un préjudice grave ne pouvait

être établie presque uniquement sur la base de données se rapportant à des branches de production bien plus larges que celle à laquelle le préjudice était prétendument causé, ni par voie de conséquence sur la base de déductions faites à partir de ces données. Toutefois, après avoir procédé à un examen approfondi de l'affaire en question (c'est-à-dire les mesures appliquées par le Brésil à l'égard des importations de produits de la catégorie 618 en provenance de Hong Kong), l'OSpT ne pouvait aboutir aux mêmes conclusions que Hong Kong, puisqu'en l'espèce la détermination de l'existence d'un préjudice grave ne se fondait pas presque uniquement sur des données se rapportant aux branches de production plus larges et que le Brésil avait communiqué des données importantes et des renseignements factuels se rapportant spécifiquement à la catégorie concernée.

L'OSpT a toutefois reconnu que certaines formules utilisées dans son rapport sur l'examen de la question effectué au titre du paragraphe 11 de l'article 6 pouvaient conduire à des conclusions légèrement divergentes, qui pouvaient s'écarter du point de vue exposé au paragraphe précédent. Cela valait en particulier pour les paragraphes 20 et 21 du rapport [G/TMB/R/20]. Le rapport indiquait que l'OSpT avait dû, en ce qui concernait certaines variables, se fonder sur des arguments par déduction faute de données suffisamment spécifiques concernant la catégorie elle-même, dans le but de montrer les contraintes importantes auxquelles il avait été soumis pour tirer des conclusions fiables de données qui se rapportaient à des branches de production plus larges que celle de la catégorie 618.

L'OSpT a rappelé qu'il avait déjà fait part de ses préoccupations au sujet de certaines données fournies par le Brésil qui ne se rapportaient pas spécifiquement à la catégorie visée, qui avaient empêché d'évaluer dans quelle mesure les modifications de certaines variables économiques pouvaient être attribuées à l'évolution de la situation du marché des produits de la catégorie 618. À la lumière des conclusions exposées aux paragraphes 18, 23, 27 et surtout 28 [du document G/TMB/R/26], l'OSpT ne jugeait pas approprié de réviser les recommandations qu'il avait adoptées en novembre 1996, ni d'établir d'autres recommandations, mais il a rappelé qu'il avait observé que des éléments indiquaient que la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 618 avait déjà entrepris une restructuration et un ajustement importants. Il comptait donc que le Brésil suivrait de près l'évolution du marché des produits de la catégorie 618 et il a rappelé qu'il avait recommandé au Brésil de lever au plus tard le 31 décembre 1997 la mesure prise à l'égard des importations de produits de la catégorie 618 en provenance de Hong Kong.

Brésil/Hong Kong: Importations de chemises d'autres matières textiles, en bonneterie, pour hommes et garçonnets (catégorie 838)

Notification présentée par le Brésil au titre de l'article 6:11 de l'ATV

Sur la base des considérations [figurant aux paragraphes 31 à 33 du document G/TMB/R/20], l'OSpT est arrivé à la conclusion que le Brésil n'avait pas démontré que la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 838 avait subi un préjudice grave, comme le prévoyait le paragraphe 2 de l'article 6, et a recommandé que le Brésil lève la mesure.

L'OSpT a observé également que le recours du Brésil aux dispositions du paragraphe 11 de l'article 6 n'était pas approprié. L'OSpT a réitéré son avis, à savoir que, dans les cas où ces dispositions étaient invoquées, ce qui était attendu était que les éléments visés aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 indiqueraient de manière aussi claire que possible le caractère tout à fait inhabituel et critique des circonstances et que, si ces circonstances n'étaient pas réunies, toute mesure prise au titre de l'article 6 devait être précédée de consultations entre les parties.

Notifications présentées par le Brésil et la Corée au titre de l'article 6:10 de l'ATV: Importations de produits de fibres synthétiques ou artificielles des catégories 611, 618, 619, 620 et 627

L'OSpT a noté que, s'agissant de toutes les catégories visées par l'accord avec la Corée, le Brésil avait invoqué les dispositions du paragraphe 11 de l'article 6 et avait appliqué les limitations à titre provisoire, car il avait considéré que sa branche de production connaissait "des circonstances tout à fait inhabituelles et critiques où un retard entraînerait un dommage difficilement réparable". Il a fait observer à cet égard que le Brésil n'avait pas communiqué à la Corée, dans ses informations concernant le marché des données aussi actualisées que celles espérées pour étayer des circonstances critiques. L'OSpT a rappelé qu'il estimait¹⁰ que, dans les cas où les dispositions du paragraphe 11 de l'article 6 étaient invoquées, ce qui était attendu était que les éléments visés aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 indiqueraient de manière aussi claire que possible le caractère tout à fait inhabituel et critique des circonstances. L'OSpT estimait également que, si ces circonstances n'étaient pas réunies, toute mesure prise au titre de l'article 6 devrait être précédée de consultations entre les parties.

Catégorie 611 - Tissus de fibres synthétiques ou artificielles contenant 85 pour cent ou plus de fibres artificielles discontinues

L'OSpT a examiné tous les facteurs mentionnés [dans les paragraphes 11 à 14 et 16 du document G/TMB/R/27], dont aucun, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituait nécessairement une base de jugement déterminante, pour évaluer si la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 611 subissait un préjudice grave. Etant donné aussi qu'il estimait que les renseignements et données spécifiques aux produits devaient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave¹¹, l'OSpT a conclu que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 existaient sur le marché brésilien des tissus de fibres synthétiques ou artificielles contenant 85 pour cent ou plus de fibres artificielles discontinues.

L'OSpT a constaté en outre que les importations brésiliennes de produits de la catégorie 611 en provenance de la Corée avaient augmenté de plus de 287 pour cent en volume de 1994 à 1995, de sorte que la Corée avait consolidé sa position en tant que principal fournisseur sur le marché brésilien pour la catégorie 611. La part de la Corée dans le volume total des importations brésiliennes de produits de la catégorie 611 était passée de 36,8 pour cent à 64,1 pour cent entre 1994 et 1995. Le prix moyen des importations de produits de la catégorie 611 en provenance de la Corée avait chuté au cours de la même période, et était inférieur de 33 pour cent aux prix intérieurs en 1995. En conséquence, l'OSpT a estimé que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à un accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de la Corée.

Compte tenu des considérations précédentes et étant donné que tous les éléments de l'accord mentionnés au paragraphe 8 [du document G/TMB/R/27] étaient conformes aux paragraphes pertinents de l'article 6, l'OSpT a conclu que la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV.

Catégorie 618 - Tissus de filaments artificiels

En examinant tous les facteurs mentionnés [dans les paragraphes 11 à 14 et 20 du document G/TMB/R/27], dont aucun, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituait nécessairement une base de jugement déterminante, et étant donné aussi qu'il estimait que les renseignements et données

¹⁰Voir G/TMB/R/20, paragraphe 24.

¹¹Voir G/TMB/R/26, paragraphe 25.

spécifiques aux produits devaient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, l'OSpT a conclu que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 existaient sur le marché brésilien des tissus de filaments artificiels.

L'OSpT a constaté en outre que les importations brésiennes de produits de la catégorie 618 en provenance de la Corée avaient augmenté de plus de 186 pour cent en volume de 1994 à 1995, de sorte que la Corée était restée le deuxième fournisseur sur le marché brésilien pour la catégorie 618, bien que la part de la Corée dans le volume total des importations brésiennes de produits de la catégorie 618 se fût repliée de 28,1 pour cent à 24,5 pour cent. Le prix moyen des importations de produits de la catégorie 618 en provenance de la Corée avait chuté au cours de la même période. En conséquence, L'OSpT a estimé que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à un accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de la Corée.

Compte tenu des considérations précédentes et étant donné que tous les éléments de l'accord mentionnés au paragraphe 8 [du document G/TMB/R/27] étaient conformes aux paragraphes pertinents de l'article 6, l'OSpT a conclu que la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée concernant les importations de produits de la catégorie 618 était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV.

L'OSpT a rappelé en outre que, dans le cadre de l'examen de la mesure de sauvegarde prise au même moment par le Brésil concernant les importations de produits de la catégorie 618 en provenance de Hong Kong, il avait constaté que des éléments indiquaient que la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 618 avait déjà entrepris une restructuration et un ajustement importants. Compte tenu de cette observation, l'OSpT avait considéré qu'un délai plus court que le délai maximal prévu au paragraphe 12 a) de l'article 6 devait permettre à la branche de production du Brésil de mener à bien son ajustement pour s'adapter au changement de l'environnement concurrentiel, et avait donc recommandé que la mesure prise par le Brésil contre les importations de produits de la catégorie 618 en provenance de Hong Kong soit levée au plus tard le 31 décembre 1997.¹²

Catégorie 619 - Tissus de filaments de polyester

L'OSpT a examiné tous les facteurs mentionnés [dans les paragraphes 11 à 14 et 25 du document G/TMB/R/27], dont aucun, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituait nécessairement une base de jugement déterminante, pour évaluer si la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 619 subissait un préjudice grave. Etant donné aussi qu'il estimait que les renseignements et données spécifiques aux produits devaient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, l'OSpT a conclu que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 existaient sur le marché brésilien des tissus de filaments de polyester.

L'OSpT a constaté en outre que les importations brésiennes de produits de la catégorie 619 en provenance de la Corée avaient augmenté de plus de 139 pour cent en volume de 1994 à 1995, de sorte que la Corée avait consolidé sa position en tant que principal fournisseur sur le marché brésilien pour la catégorie 619. La part de la Corée dans le volume total des importations brésiennes de produits de la catégorie 619 avait augmenté de 43,9 pour cent à 60,1 pour cent entre 1994 et 1995. Le prix moyen des importations de produits de la catégorie 619 en provenance de la Corée avait chuté au cours de la même période, et était inférieur de 44,4 pour cent aux prix intérieurs en 1995. En conséquence,

¹²Voir G/TMB/R/20, paragraphe 26.

L'OSpT a estimé que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à un accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de la Corée.

Compte tenu des considérations précédentes et étant donné que tous les éléments de l'accord mentionnés au paragraphe 8 [du document G/TMB/R/27] étaient conformes aux paragraphes pertinents de l'article 6, l'OSpT a conclu que la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée concernant les importations de produits de la catégorie 619 était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV.

Catégorie 620 - Tissus d'autres filaments synthétiques

L'OSpT a examiné tous les facteurs mentionnés [dans les paragraphes 11 à 14 et 29 du document G/TMB/R/27], dont aucun, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituait nécessairement une base de jugement déterminante, pour évaluer si la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 620 subissait un préjudice grave. Étant donné aussi qu'il estimait que les renseignements et données spécifiques aux produits devaient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, l'OSpT a conclu que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 existaient sur le marché brésilien des tissus d'autres filaments synthétiques.

L'OSpT a constaté en outre que les importations brésiennes de produits de la catégorie 620 en provenance de la Corée avaient augmenté de plus de 600 pour cent en volume de 1994 à 1995, de sorte que la Corée était devenue le principal fournisseur sur le marché brésilien pour la catégorie 620. La part de la Corée dans le volume total des importations brésiennes de produits de la catégorie 620 était passée de 24,9 pour cent à 53,5 pour cent entre 1994 et 1995. Le prix moyen des importations de produits de la catégorie 620 en provenance de la Corée avait chuté au cours de la même période, et était inférieur de 36,9 pour cent au prix intérieur moyen en 1995. En conséquence, L'OSpT a estimé que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à un accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de la Corée.

Compte tenu des considérations précédentes et étant donné que tous les éléments de l'accord mentionnés au paragraphe 8 [du document G/TMB/R/27] étaient conformes aux paragraphes pertinents de l'article 6, l'OSpT a conclu que la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée concernant les importations de produits de la catégorie 620 était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV.

Catégorie 627 - Toile à drap, de fibres synthétiques ou artificielles discontinues et filaments combinés

L'OSpT a examiné tous les facteurs mentionnés [dans les paragraphes 11 à 14 et 33 du document G/TMB/R/27], dont aucun, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituait nécessairement une base de jugement déterminante, pour évaluer si la branche de production brésilienne des produits de la catégorie 627 subissait un préjudice grave. Étant donné aussi qu'il estimait que les renseignements et données spécifiques aux produits devaient avoir une importance déterminante dans l'évaluation globale visant à démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, l'OSpT a conclu que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 existaient sur le marché brésilien de la toile à drap, de fibres synthétiques ou artificielles discontinues et filaments combinés.

L'OSpT a constaté en outre que les importations brésiennes de produits de la catégorie 627 en provenance de la Corée avaient augmenté de plus de 229 pour cent en volume de 1994 à 1995, de sorte que la Corée avait maintenu sa position en tant que principal fournisseur sur le marché brésilien pour la catégorie 627, bien que la part de la Corée dans le volume total des importations brésiennes de produits de la catégorie 627 se fût repliée de 39,7 pour cent à 37,3 pour cent entre 1994 et 1995.

Le prix moyen des importations de produits de la catégorie 627 en provenance de la Corée avait chuté au cours de la même période, et était inférieur de 40,9 pour cent au prix intérieur moyen en 1995. En conséquence, l'OSpT a estimé que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article 6 pouvaient être attribuées à un accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de la Corée.

Compte tenu des considérations précédentes et étant donné que tous les éléments de l'accord mentionnés au paragraphe 8 [du document G/TMB/R/27] étaient conformes aux paragraphes pertinents de l'article 6, l'OSpT a conclu que la mesure de limitation convenue entre le Brésil et la Corée concernant les importations de produits de la catégorie 627 était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV.